

Entreprises publiques camerounaises : la longévité au poste est-elle source de performance ?

L'analyse combinée des durées des mandats des dirigeants et des performances financières des entreprises publiques des 48 entreprises dont les PCA devraient être remplacés avant le 12 juillet 2023 révèle une corrélation entre le non-respect de la durée des mandats des dirigeants et la performance financière négative des entreprises du secteur industriel. La corrélation avec les secteurs portuaires ou des services est plutôt nuancée ; tantôt le résultat est positif tantôt il est négatif ou en baisse. On en conclut que la corrélation entre le non-respect de la durée des mandats des dirigeants sociaux et la performance financière varie selon les secteurs d'activités et de la position monopolistique ou non des entreprises publiques. Ce résultat embryonnaire qui mérite d'être approfondi pourrait avoir des conséquences importantes sur la décision de la limitation des mandats des dirigeants des entreprises publiques selon le secteur d'activité.

Contexte

La préoccupation de la durée des mandats indexe le concept du capital humain. Alors que la majorité des recherches sur la problématique du capital humain et la performance financière des entreprises retiennent des variables relatives à l'investissement sur le capital humain comme les principaux leviers de la performance, le Cameroun, à travers le choix du législateur dans les lois 2017/10 et 2017/11 du 12 juillet 2017, reinte la durée des mandats et les incitations ouvrant ainsi une perspective de recherche intéressante et innovante. En effet, l'impact positif du capital humain sur la performance financière fait l'objet de consensus dans la littérature bien que pour certains cet impact peut être direct ou indirect. Les variables de mesure du capital humain sont alors la formation, le renforcement du niveau de compétence, la motivation des employés/ l'attachement des salariés, l'apprentissage en équipe, le niveau d'éducation, l'expérience des dirigeants dans le secteur d'activité, l'accroissement des salaires, l'implication antérieure des employés dans l'entrepreneuriat. Deux variables sont minorées dans la littérature, l'expérience professionnelle et entrepreneuriale des dirigeants et une n'est presque pas explorée, celle de la durée des mandats. Le cas du Cameroun offre ainsi l'opportunité d'une conversation scientifique sur l'impact de la durée des mandats sur la performance financière des entreprises publiques.

Le concept de performance financière des entreprises ne fait l'objet d'aucun débat dans la littérature contrairement à la pertinence de ses mesures. Selon la définition usuellement observée et que nous adoptons dans le cadre de cette étude, la performance financière d'une entreprise est une évaluation complète de sa situation globale dans des catégories telles que l'actif, le passif, les capitaux propres, les dépenses et le profit de manière générale. Dans le cadre de la présente réflexion, le résultat net, disponible dans les rapports de la Commission Technique de Réhabilitation (CTR, 2019 et 2021), est retenu comme référence de la performance financière des entreprises publiques au Cameroun. Si les facteurs explicatifs de la performance financière des entreprises les plus usités tournent autour des variables telles que la taille de l'entreprise, le niveau de revenu ou la demande, le rôle du capital humain pourrait à lui seul, porter une grande responsabilité (Weqar and Haque,2020; Duodu and Rowlinson,

2021; Smriti and Das, 2018; Ozkan et al., 2017). D'où l'intérêt de la durée des mandats considérée comme une variable impactant le capital humain. La question de la durée des mandats est abordée ici de manière descriptive et livre ses premiers secrets. Les développements qui suivent rappellent l'état des performances des 48 entités publiques dont les PCA devraient être remplacés avant le 12 juillet 2023 (1), la cartographie des mandats des PCA, DG et DGA concernés (2) et la relation entre durée des mandats et performances financières des entreprises publiques (3). Le tableau à la fin du document résume ces informations détaillées.

1. Performances des 48 entités publiques dont les PCA devront être remplacés au plus tard le 12 juillet 2023

Sur les 48 entités publiques, 21 ont des informations financières dans le rapport de la CTR de 2021 et parmi elles :

- nous avons 24 entreprises et 24 établissements publics. Pour l'instant, aucune évaluation de performance n'est faite en ce qui concerne les 24 établissements publics concernés.
- Sur les 24 entreprises, 58,33 % sont en décroissance (ou en baisse) ; soit plus de la moitié.
- Sur les 24 entreprises, 3 n'ont pas de données financières disponibles dans le rapport de la CTR

Le suivi des performances des entreprises et établissements publics est partiel. Aucun dispositif de permet d'apprécier la performance des établissements publics. De même, toutes les entreprises publiques ne font pas l'objet d'évaluation pour l'instant. Toutefois, les 35 entreprises qui font l'objet de classement depuis 2020 sont régulièrement évaluées et leurs informations financières sont contenues dans les rapports de la CTR. Pour les établissements publics, il serait important qu'un dispositif d'évaluation de leur performance soit mis en place par la CTR pour s'assurer au moins que si on n'attend pas d'eux qu'ils produisent des bénéfices au moins qu'ils ne fassent pas perdre de l'argent à l'Etat (équilibre budgétaire, respect des ratios prudentiels et faible ou pas d'endettement) et qu'ils ne soient pas confrontés aux crises et grèves dans leurs secteurs d'activité. Actuellement ces établissements échappent à toute activité d'évaluation ce qui est une fragilité à corriger.

2. La cartographie des mandats des dirigeants, PCA, DG et DGA

Il est intéressant d'apprécier la cartographie des acteurs sociaux en fonction de la durée des mandats :

Le collègue des dirigeants (PCA et DG) dont la durée du mandat du DG est supérieur ou égale à 6 ans : 71,42% soit 15/21 entreprises dont les données sont disponibles.

Le collège des dirigeants (PCA et DG) dont les mandats des DG sont supérieurs à 9 ans : 33,33% avec les durées allant de 9 ans à 40 ans (DGA SEMRY).

Il convient de rappeler que la collecte des données se poursuit notamment en ce qui concerne les DGA. C'est le lieu de révéler que les sites webs des entreprises publiques, quand ils existent ne disposent pas toujours d'informations complètes sur l'entreprise, sa composition, ses performances et ses services.

3. Relation entre durée des mandats et performance financière des entreprises publiques

Une analyse descriptive ne révèle pas de relation directe entre le mandat des PCA ou du collège des dirigeants (PCA et DG) et les performances financières. Toutefois, l'analyse descriptive révèle que

toutes les entreprises industrielles dont les PCA et le collège des dirigeants ont dépassé la durée légale des mandats ont un résultat net négatif et/ou en baisse en 2019 et 2020.

On en conclut provisoirement qu'il y a une corrélation entre le non-respect de la durée des mandats des dirigeants des entreprises publiques camerounaises et la performance financière des entreprises du secteur industriel. Dans les secteurs portuaires ou des services, la corrélation est plutôt nuancée ; tantôt un résultat positif tantôt un résultat négatif ou en baisse. On en conclut que la corrélation entre le non-respect de la durée des mandats des dirigeants sociaux et les performances financières des entreprises publiques varie selon les secteurs d'activités.

Ce résultat embryonnaire mérite d'être approfondi dans le cadre d'une recherche scientifique plus dense. Toutefois, il révèle que les secteurs où les entreprises publiques sont en concurrence avec les autres entreprises du secteur privé, mérite une attention plus importante en ce qui concerne la rotation des dirigeants à travers le respect de la durée des mandats. On pourrait même pousser la réflexion et l'audace plus loin en prétextant que les secteurs des services et ceux dans lesquels les entreprises publiques sont en monopole peuvent s'affranchir de la délimitation des mandats si cet argument est en rapport avec la performance financière.

Le tableau ci-après présente les 21 entreprises des 48 concernés par les PCA à remplacés avant le 12 juillet 2023 et dont les données financières sont disponibles dans le rapport de la CTR de 2021.

Tableau : Durée des mandats et résultats net des entreprises publiques dont les PCA devront être remplacés avant le 12 juillet 2023

N°	Entreprises publiques	Noms des PCA	Statut actuel	Genre	Date de nomination et durée	DG	Date de nomination et durée	DGA	Date de nomination et Durée	Résultat net en francs CFA (rapport CTR 2021)	
										RN 2019	RN 2020
1	CAMEROON HOTELS CORPORATION (CHC HILTON)	Mme YAOU AISSATOU	DG SNI	F	16/09/2016 7 ans	ENAMA FOUDA MAURICE				303 258 621	-1 751 601 360
2	ELECTRICITY DEVELOPMENT CORPORATION (EDC)	M. Victor MENGOT	Secrétaire général adjoint de la présidence de la République	M	28/02/2008 15 ans	THEODORE NSANGOU	07/2009 14 ans			1 786 826 706	3 123 617 039
3	MISSION DE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ARTISANALE ET MARITIME (MIDEPECAM)	Dr TAIGA	Ministre	M	09/12/2011 12 ans	TAMBI SAMMY AKO	15/11/2012 11 ans			-42 120 821	-79 911 753
4	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DU COTON (SODECOTON)	ABATE EDI'I Jean	Gouverneur	M	01/07/2014 9 ans	M. MOHAMAD OU BAYERO	2016 7 ans	M. MOURR AIN Henri Pierre Simon Alain	2020 3 ans	304 3961 440	-472 4137 115
5	PORT AUTONOME KRIBI (PAK)	Jean Paul SIMO NJONOU	DG Sonara	M	08/08/2016 7 ans	MELOM Patrice	23/08/2016 7 ans	BAKO HAROUN A	23/08/2016 7 ans	743 749 075	3 933 619 399
6	PARC NATIONAL DE GENIE CIVIL (MATGENIE)	EBO Jean Roland Daniel		M	14/06/2017 6 ans	M. EBONGUE Gustave	27/09/2021 2 ans	M. ATEBA ENGUEN E Prosper	27/09/2021 2 ans	-3 080 770 376	-2 352 626 471
7	CHANTIER NAVAL ET INDUSTRIEL DU CAMEROUN (CNIC)	Louis Claude NYASSA	Ancien DG (Camair et ancien PDG SNI)	M	2008 15 ans	M.AKA'A NDI'I Roland Maxime	26/06/2020 3 ans	M. WEBNJO H ABEL BOBUIN BISIYA	26/06/2020 3 ans	-3 940 959 886	-3 449 997 000
8	SOCIETE D'EXPANSION ET DE MODERNISATION	MIDJIYAW A BAKARI	Gouverneur	M	01/07/2014 9 ans	FISSOU KOUMA	2018 5 ans	NYONSE Robert	1983 40 ans	-306 961 664	-865 780 645

	DE LA RIZICULTURE DE YAGOUA (SEMRY)										
9	SOCIETE DE PRESSE ET D'EDITION DU CAMEROUN (SOPECAM)	M. Joseph Anderson Le	Ministre	M	06/03/2009 14 ans	Mme Marie Claire NNANA	2002 21 ans	M. Peter MABU	2002 21 ans	- 484 877 319	44 6584 815
10	BANQUE CAMEROUNAISE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (BC-PME SA)	Elung Paul CHE	Secrétaire général adjoint de la présidence de la République	M	31/01/2014 9 ans	NKODO FOU MENA Théodore		Mme MANDE NG née NDOUM BE Agnès	2014 9 ans	-1 537 000 000	116 844 299
11	CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE SOCIALE (CNPS)	MOHAMA DOU née BILITTE HAMAN-DJODA	Chargé de mission à la présidence de la République	F	13/11/2017 6 ans	M. Noël Alain Olivier MEKULU MVONDO AKAME	2008 15 ans	Non pourvu	//	73 795 645 747	72 392 876 897
12	SOCIETE CAMEROUNAISE DES DEPOTS PETROLIERS (SCDP)	MONKAM NITCHEU Jean-Fabien	Conseiller du Secrétaire Général du Comité Central du RDPC	M	2013 10 ans	Mme MOAMPEA MBIO Véronique	2018 5 ans	M. ETEKI EBOKOL O Gabriel	29/06/2018 5 ans	1 724 128 84	1 408 000 578
13	COTONNERIE INDUSTRIELLE DU CAMEROUN (CICAM)	RASSAF DAMAVO U	Ministre, Conseiller spécial du Président de la République	M	2017 6 ans	Ebah Abada Edouard	2017 6 ans	EMMANUEL POHOWE	04/01/2017 6 ans	-4 526 534 757	-3 552 388 545
14	CONSEIL NATIONAL DES CHARGEURS DU CAMEROUN (CNCC)	M. Joseph BETI ASSOMO	Ministre	M	2012 11 ans	M. Auguste MBAPPE PENDA	24/01/2006 17 ans	YOUNO USS SOUNGU I		-89 420 328	15 752 072
15	AGENCE NATIONALE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT FORESTIER (ANAFOR)	KOULAGNA KOUTOU Denis	DG Sodepa	M	2014 9 ans	Monsieur BEKOLO BEKOLO Théophile	2010 13 ans	Monsieur NJOMBE EWUSI Bruno		-34 177 940	-71 046 648
16	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET D'EXPLOITATION DES PRODUCTIONS ANIMALES	DR Taïga	Ministre	M	Depuis 2014 9 ans	Dénis KOULAGNA KOUTOU	04/02/2016 7 ans			106 936 640	

	(SODEPA)										
17	CHANTIER NAVAL ET INDUSTRIEL DU CAMEROUN (CNIC)	Louis Claude NYASSA	Ancien DG (Camair et ancien PDG SNI)	M	Depuis 2008 15 ans	M.AKA'A NDI'LI ROLAND MAXIME	26/06/2020 3 ans	M.WEBN JOH ABEL BOBUIN BISIYA	26/06/2020 3 ans	-3 940 959 886	-3 449 997 000
18	PORT AUTONOME DOUALA (PAD)	Shey Jones YEMBE		M	Depuis 2012 11 ans	CYRUS NGO'O	24 / 08/ 2016 7 ans	M. MOUKO KO NJOH MICHAU X	27/03/2012 11 ans	5 377 982 056	6 310 700 694
19	LABORATOIRE NATIONAL DE GENIE CIVIL (LABOGENIE)	Shey Jones YEMBE		M	14 juin 2017 6 ans	M. MOUFO Jean	2017 6 ans	M. TCHOUE N Salomon		864 534 551	380 684 893
20	CREDIT FONCIER DU CAMEROUN (CFC)	Jules Doret Ndongo	Ministre	M	2005 18 ans	M. MISSI Jean Paul	09/03/2012 11 ans	M. Jean Calvin TJONOG	09/03/2012 11 ans	-10 004 043 057	29 922 936 927
21	PAMOL PLANTATION (PAMOL)	M. Bernard OKALIA BILAI	Gouverneur	M	Depuis 2012 11 ans	M. MBILE TAPEA Solomon	07/10/20 3 ans	MANGH E ASU Donatus	07/10/20 3 ans	-902 904 322	-3 222 759 805